



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

1	
2	
3	
4	
5	
6	W
7	/
8	
9	
10	JK
11	
12	PD
13	
14	

N° 67/21

LE CANADA ET L'AMÉRIQUE LATINE

Discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Paul Martin, au dîner de l'Association interaméricaine canadienne, le 31 mai 1967.

Je suis heureux de me trouver parmi vous ce soir, à ce dîner offert par le président de l'Association interaméricaine canadienne en l'honneur des représentants diplomatiques des pays de l'Amérique latine et des Antilles au Canada.

Je veux profiter de cette occasion pour rendre hommage à l'Association, à ses dirigeants et à l'oeuvre qu'elle accomplit, laquelle ne manquera pas, j'en suis sûr, de croître en importance. Des organisations comme l'Association inter-américaine, auprès de laquelle se trouvent représentés les divers milieux canadiens qui s'intéressent à l'Amérique centrale, à l'Amérique du Sud et aux Antilles rendent le plus grand service en ajoutant une autre dimension aux contacts du Canada avec les autres pays.

Vous savez tous, j'en suis sûr, comment les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles se sont développées jusqu'ici, et quelles activités se sont plus ou moins généralisées. Un bref exposé de ces relations porterait sur les points suivants:

1. Les relations diplomatiques avec tous les pays de l'hémisphère.
2. L'importance du commerce avec ces pays, et les progrès des investissements.
3. L'aide au développement, sous forme de prêts consentis par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement, les programmes d'aide destinés aux pays antillais du Commonwealth et l'octroi de crédits à l'exportation.
4. Un intérêt commun à l'égard des affaires internationales, et une évidente similarité de vues touchant la plupart des questions fondamentales qui intéressent la communauté mondiale.
5. Une participation de plus en plus fréquente à des réunions d'organismes régionaux intergouvernementaux, comme la Commission économique pour

ops

l'Amérique latine, et à des conférences d'organisations professionnelles et scientifiques, et autres sociétés savantes dont l'activité s'étend à tout l'hémisphère.

En ce qui concerne ce dernier point, j'aimerais mentionner en passant que la quatrième réunion des gouverneurs de la Banque centrale du continent américain a présentement lieu près de Montréal. Nous sommes particulièrement heureux que cette réunion, qui intéresse tout l'hémisphère, ait lieu cette année au Canada.

Il se manifeste de plus en plus d'intérêt au Canada à l'égard des pays des Amériques. La preuve en est fournie par l'activité d'instituts comme l'association qui est l'hôte ce soir, l'Institut canadien des affaires internationales, et plusieurs universités de langue anglaise ou française. Avec l'appui de ceux d'entre nous, Canadiens et Latino-américains, qui peuvent susciter une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de l'Amérique latine au Canada, l'intérêt à l'égard de cette partie du monde devrait se développer dans tout le Canada, au cours des années à venir, et s'intensifier particulièrement, je l'espère, dans l'avenir immédiat.

J'aimerais maintenant porter mes regards vers l'avenir et vous offrir une perspective du développement futur des relations du Canada avec le reste de l'hémisphère.

Je dirai d'abord quelques mots sur la question de l'entrée du Canada dans l'Organisation des États américains. Le fait que le gouvernement canadien n'a pas encore décidé de solliciter son admission auprès de l'OEA peut être source d'étonnement pour certains observateurs en Amérique latine. J'espère néanmoins que nos amis d'Amérique latine comprendront parfaitement notre attitude et qu'ils tiendront compte de ce que nous accomplissons ou cherchons à accomplir même si, pour le moment, nous ne demandons pas à faire partie de l'OEA.

Il va sans dire que nous, Canadiens, sommes impressionnés de la façon constructive dont l'Organisation des États Américains et ses organismes affiliés s'attaquent aux difficultés fondamentales que les pays de l'Amérique latine doivent envisager. J'aimerais rappeler que si, d'un côté, le Canada a du respect pour l'OEA, en retour, l'attitude du Canada mérite respect. Il n'y a dans cette attitude rien de négatif, puisque de fait, nous collaborons de bien des manières avec l'OEA et ses organismes affiliés.

La raison essentielle de notre abstention de faire une demande d'adhésion à l'OEA, c'est tout simplement notre désir de nous assurer que, si nous prenons de nouveaux engagements, nous pourrions les honorer pleinement et efficacement. Nous n'assumons pas facilement de nouvelles obligations mais lorsque nous les assumons, nous le faisons sérieusement. Pour ma part, je n'en ai aucun doute, le Canada, comme pays de l'hémisphère occidental, finira par adhérer à l'OEA.

En attendant, nous adoptons une attitude pragmatique à l'endroit de l'OEA et dans nos relations courantes avec les pays américains. Il est indéniable que notre intérêt pour l'OEA et son oeuvre va grandissant. Depuis

nombre d'années, le Canada est membre de plein droit de trois organismes connexes à l'OEA. Depuis 1961, nous avons envoyé des observateurs à des réunions du Conseil économique et social interaméricain; au cours des deux dernières années, le Canada a été représenté à trois réunions, tenues aux échelons supérieurs, des dirigeants des pays membres de l'OEA. De plus, comme je l'ai indiqué, nous épaulons la Banque interaméricaine de développement.

Cela ne nous suffit pas. Nous cherchons sans cesse de nouveaux moyens de coopérer, d'une manière pratique, avec les autres pays de l'hémisphère, non seulement par des voies multiples comme celles de l'OEA et de ses organismes affiliés, mais aussi sur une base bilatérale.

En traitant des relations extérieures du Canada sur le plan de l'hémisphère, je dois, naturellement, m'arrêter aux Antilles du Commonwealth, où nous avons des attaches particulières, historiques et autres. L'un des pays des Caraïbes du Commonwealth vient de se joindre à l'OEA et d'autres ont manifesté l'intention d'en faire autant. Un excellent indice des relations de plus en plus cordiales entre les Antilles du Commonwealth et l'Amérique latine, c'est le fait que les hauts commissaires des Antilles du Commonwealth en poste au Canada font partie de la réunion de ce soir.

Dans les relations particulières qu'entretient le Canada avec les Antilles du Commonwealth, il n'y a rien d'exclusif. Tout en cherchant, par tous les moyens possibles, à resserrer les liens entre les pays des Caraïbes du Commonwealth et le Canada, nous reconnaissons pleinement que ces liens font partie intégrante de nos contacts sur le plan de l'hémisphère et nous sommes enchantés de voir se nouer des relations de plus en plus étroites entre les pays indépendants des Caraïbes du Commonwealth et les autres pays de l'hémisphère.

Revenant à l'OEA, je voudrais dire un mot de la réunion récente des chefs d'État à Punta del Este. Nous avons porté un vif intérêt à cette assemblée, aux sessions publiques de laquelle assistait un représentant canadien et n'avons pas manqué d'être fort impressionnés de ses délibérations et des perspectives de collaboration et de progrès qu'elle semble ouvrir. L'objectif principal arrêté par l'assemblée, soit la création en 1985 d'un Marché commun d'Amérique latine, promet beaucoup pour le développement économique de l'hémisphère.

Nous savons gré à l'Amérique latine des efforts qu'elle déploie pour accroître le développement économique et augmenter la capacité des pays de l'Amérique latine de participer à l'expansion du commerce mondial par la coopération et l'intégration sur le plan régional. Même si les répercussions qu'aura sur le Canada le marché commun proposé ne prendront forme qu'avec l'évolution du projet lui-même, nous pouvons dès maintenant adopter une attitude favorable à l'égard de ce renouveau économique dont l'importance peut être considérable, tant sur le plan du commerce mondial en général que sur celui du développement que prendront demain nos relations commerciales avec les pays participants.

Lors de son passage à Punta del Este, le président Johnson a accordé son appui à un programme plus immédiat visant à améliorer la position des pays

en voie de développement, notamment ceux de l'Amérique latine, sur le plan des échanges commerciaux. Ce programme, depuis longtemps à l'étude, vise à établir dans les marchés des pays industrialisés un régime global de préférence provisoire pour les produits des pays en voie de développement. Nous nous rendons compte de l'importance que revêt la décision du président Johnson de chercher à rallier les opinions à ce régime. Nous allons étudier avec soin cette proposition en fonction des autres formules qui font l'objet d'un examen constant et qui visent à améliorer les perspectives commerciales des pays en voie de développement.

Pour terminer, permettez-moi de vous exposer franchement une des principales raisons pour lesquelles, à mon avis, le Canada doit entretenir des relations de plus en plus étroites avec l'Amérique latine. On prévoit que d'ici la fin du siècle, l'Amérique latine sera une des régions les plus influentes du monde.

La tournure exacte que prendront les événements en Amérique latine est aussi imprévisible qu'en toute autre partie du monde. Les problèmes auxquels les dirigeants d'Amérique latine doivent déjà faire face et qui peuvent très bien s'aggraver avec l'augmentation rapide de la population, sont énormes et de plus en plus pressants. Toutefois, l'union des forces constructives, déjà manifeste, devrait faire pencher la balance du côté du succès:

1. Des politiques nationales judicieuses destinées à maintenir l'essor économique.
2. L'empressement à adopter des mesures de collaboration économique régionale propres à renforcer la position de tous les participants.
3. L'importance de la non-intervention comme contre-partie nécessaire de l'acceptation consciencieuse de la responsabilité des gouvernements de bien gouverner leurs populations.
4. La collaboration efficace des pays et organismes étrangers au développement économique de la région.

Il y a plus de trente ans, alors que j'entrais au Parlement pour la première fois, je me suis vivement intéressé à l'Amérique latine. Je m'y suis toujours intéressé depuis. C'est donc avec beaucoup de satisfaction que je vois s'accroître nos relations avec les pays de cette hémisphère, relations qui, j'en suis sûr, seront très avantageuses pour tous.